

Melakou Tegegn

En Ethiopie, pays de 80 millions d'habitants, le pastoralisme est l'important, et unique, mode de vie de près de 10 millions de personnes.¹ Les pasteurs vivent dans sept des neuf régions, occupant presque toutes les terres basses qui représentent 61 % des terres. Ils possèdent 40 % du bétail du pays. Leur existence est fragile, soumise à des conditions climatiques instables et imprévisibles, affectée par des sécheresses répétées, une insécurité alimentaire persistante, des inondations, des conflits, l'inadéquation des services publics et de l'infrastructure. En termes de revenu disponible, d'accès aux services sociaux et d'assistance, ils sont les plus pauvres parmi les pauvres. Les services de santé, la scolarisation primaire et secondaire sont de très bas niveaux, en comparaison de ceux dont jouissent les autres régions du pays (hautes terres et plateaux). Les groupes de pasteurs ont une composition ethnique et des structures sociales hétérogènes; certains comme les Afar et les Oromo représentent plus de quatre millions de personnes, les autres se répartissent entre les Erbore, les Nuer, les Hamer, les Dassenech, les Nygagaton et d'autres groupes des basses terres occidentales.

L'année 2010 a été marquée par un nouveau retour de la précarité dans la vie des pasteurs éthiopiens. Plusieurs facteurs ont joué pour la rendre extrêmement difficile : un accaparement massif de leurs terres ancestrales, le non paiement des dédommagements aux pasteurs Kereyu, le complet détournement du Jour qui devrait leur être consacré.

Les pasteurs sont évincés par des cessions à grande échelle de leurs terres

En août 2010, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF) a lancé une "politique de transformation" qui, en cinq ans, veut assurer à l'Ethiopie la sécurité alimentaire. Dans un pays où l'insécurité prévaut et où de grandes famines affectent une proportion importante de la population, ce pourrait être une bonne nouvelle. Cependant, les méthodes mises en place pour réaliser cette supposée "transformation" se sont révélées contre productives et ciblant particulièrement les terres ancestrales des communautés pastorales de l'ouest et du sud-ouest éthiopiens.

Cette stratégie repose sur l'idée que la production agricole doit être stimulée par la cession, à grande échelle, de terres à des investisseurs étrangers qui, en retour, construiront des écoles, des hôpitaux et installeront l'électricité

dans les communautés. Cela consiste en une véritable confiscation des terres pastorales et leur cession à très bas coût : 10 \$ US. par hectare pour une période de 50 ans. Les investisseurs étrangers sont en majorité des firmes saoudiennes, indiennes et chinoises qui exporteront la production vers leurs pays.

Le fondement de cette cession massive de terres est la crise alimentaire et les pénuries de 2008-2009 qui ont vu monter fortement les prix des denrées. Les pays importateurs, comme l'Arabie saoudite, en ont tiré les leçons. Ces pays veulent maintenant produire pour leur propre consommation et quand ils n'ont pas suffisamment de terres cultivables ou disponibles en prendre dans d'autres pays comme l'Ethiopie. Leur préoccupation n'est pas le marché éthiopien mais le leur. Ce qui ruine, à la base, la politique "de transformation" et de "sécurité alimentaire" du gouvernement. La tragédie est que tout ceci va conduire à la destruction des moyens d'existence des millions de pasteurs du sud-ouest et de l'ouest éthiopiens qui perdront leurs terres au bénéfice de cette supposée "transformation". Cette politique ne s'accompagne d'aucun dédommagement à ceux qui sont, sans autre choix, arrachés à leurs terres ancestrales. Les évictions ont déjà commencé à Gambella.



Les critiques soulignent que ni le pays ni les communautés directement affectées ne bénéficieront de cette politique. Au contraire, l'un et les autres perdront beaucoup. Les communautés perdront non seulement leurs terres mais le mode de vie pastoral qui les a nourries pendant des siècles. Selon le plan

gouvernemental, trois millions d'hectares de terres, la taille de la Belgique, seront cédés durant les cinq prochaines années.

Devant une telle menace sur leur mode de vie, leurs terres, leur culture, leurs moyens d'existence, les membres des communautés ont protesté et, comme partout en Ethiopie ont subi, en réponse, coups, coups de feu, emprisonnements. Jusqu'à présent 10 personnes ont été tuées et beaucoup plus emprisonnées. La peur règne et, comme dit un ancien : "on ne peut pas parler librement de ces questions actuellement, on peut être arrêté ou même tué pour cela... C'est une sombre période pour tous les autochtones qui vivent dans le sud-ouest de ce pays".²

Le gouvernement prétend que les terres cédées aux étrangers sont inoccupées et disponibles. Les communautés concernées affirment qu'il y a, cependant, des raisons ethniques à cette politique et que leurs terres sont visées non parce qu'elles sont disponibles mais parce qu'elles n'appartiennent pas à l'une des ethnies favorisées par le régime. Sous le régime du EPRDF, elles ont été négligées jusqu'à ce qu'elles soient la cible de la politique de "transformation". Leurs membres affirment que ce que le gouvernement décrit comme "terres inoccupées" sont en réalité utilisées depuis des temps immémoriaux. Ce sont des terres pastorales ancestrales, des pâturages et des terres cultivées. Ainsi que le disent les protestataires de Gambella : "les terres sont utilisées pour l'agriculture, la chasse, quelquefois seulement pour cueillir des fruits lors des famines. Il n'y a pas de terres qui n'aient une histoire ou qui soient vides à Gambella. Les zones villageoises ont été défrichées et les villageois ont été soudoyés pour vendre leur propre ferme. Ils ne peuvent pas vendre la terre, elle n'est pas à eux, elle est ancestrale."³

Le gouvernement pratique aussi une discrimination envers les pasteurs. Quand des fermiers sont déplacés, on leur donne des terres ailleurs, en compensation; quand on expulse de force les pasteurs de leurs terres ancestrales, ils ne reçoivent aucune compensation. L'illogisme de cette discrimination est bien exprimé par le ministre de l'agriculture, Abera Deressa qui déclare qu'après tout, "le pastoralisme n'est pas viable".⁴ Cette déclaration reflète l'attitude du gouvernement et les préjugés envers le pastoralisme, considéré comme arriéré et promis à la disparition.

La principale question, en dernier ressort, est de savoir si céder, de cette façon, les terres pastorales est bénéfique au pays ou aux pasteurs eux-mêmes. Le principal argument en cette faveur est que cela évitera les pénuries alimentaires et les famines en Ethiopie. On peut en douter quand on sait que l'objectif des investisseurs étrangers est de produire de la nourriture pour leurs propres pays. Où est alors le bénéfice pour l'Ethiopie ?

En outre, comment les communautés pastorales bénéficieraient-elles de ces opérations s'il leur en coûte le sacrifice de leurs moyens d'existence ? Elles pourraient en bénéficier si les fermes implantées leur procuraient des nouveaux

moyens d'existence sous forme d'emplois en les transformant en travailleurs ruraux. C'est très improbable car les fermes sont mécanisées et n'utilisent qu'une main d'œuvre qualifiée et limitée. La leçon a déjà été donnée dans l'est de l'Ethiopie où les pasteurs Kereyu et Afar ont été expulsés de leurs terres ancestrales pour l'installation de plantations de canne à sucre à grande échelle. Les nouvelles fermes commerciales et mécanisées n'ont pas employé la population locale. Finalement, la cession des terres et l'implantation de fermes ne bénéficient ni à l'économie du pays ni aux communautés de la région et leurs effets, loin d'être positifs, conduisent à la destruction de moyens d'existence, de cultures et de terres ancestrales de plus de 4 millions de personnes.

De plus, les écologistes affirment que cette politique met en danger l'environnement et la vie sauvage, qu'elle affectera grandement les ressources en eau les deux principales cultures, riz et canne à sucre, exigeant une dense irrigation. Une pénurie d'eau peut donc affecter les communautés et les forcer à quitter en bloc la région.⁵

Cinquante ans plus tard, le Kereyu ne sont toujours pas dédommagés

Au milieu des années 1950, quand les premières plantations de canne et les premières usines à sucre furent implantées dans la vallée d'Awash par la compagnie néerlandaise Handels Vereniging Amsterdam (HVA), le gouvernement de l'empereur Haïlé Selassié a promis des dédommagements aux pasteurs kereyu. 50 ans plus tard, après que trois régimes se soient succédés depuis la chute de l'empire, les Kereyu n'ont toujours rien reçu. Leur demande a été renouvelée il y a deux ans, sans succès.

Conclusion

Les droits des peuples autochtones sont de plus en plus reconnus comme des droits humains fondamentaux, y compris par des institutions internationales comme les Nations Unies. Des organisations régionales, comme l'Union africaine, font avancer leur cause.

Cependant, à l'encontre de certains pays qui violent outrageusement les droits des peuples autochtones et prétendent qu'ils sont dans le bon droit, le gouvernement du EPRDF poursuit une politique à double langage en reconnaissant officiellement, et sur le papier, les droits des communautés pastorales mais en faisant le contraire, sur le terrain.

Notes

¹ Central Statistics Agency, 2007: Official Census. Addis Ababa.

² Ed Butler, BBC World Service, Dec. 15, 2010

³ Ed Butler, BBC, Dec. 15, 2010

⁴ Ed Butler, BBC, Dec. 15, 2010

⁵ Ed Butler, BBC, Dec. 15, 2010

Melakou Tegegn est éthiopien, l'un des fondateurs et premier Président du Forum du pastoralisme en Ethiopie, un réseau national d'ONG autochtones. Pendant plusieurs années, il s'est engagé dans le combat pour les droits des pasteurs en Ethiopie. Cependant, après les violences qui ont suivi les élections de 2005 il a dû quitter le pays. Il est maintenant consultant pour le développement et membre actif du Groupe de travail sur les populations et communautés autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

*Source : IWGIA Indigenous World 2011
Traduction pour le GITPA par Simone Dreyfus-Gamelon*